

Proposition de la FNADE :

Créer durablement le marché du recyclage et de la valorisation des déchets en France pour favoriser le développement rapide de l'économie circulaire.

- **Donner une impulsion déterminante à la transformation de l'industrie de déchet en industrie du recyclage et de la valorisation pour développer rapidement l'économie circulaire.**
- **Des résultats rapides et déterminants sur 4 axes d'ici à fin 2016 :**
 - L'assurance de l'atteinte des objectifs de la Loi portant Engagement National pour l'Environnement ;
 - L'opportunité de générer plus de 20 000 emplois en France ;
 - L'amélioration de la balance commerciale française de près d'un demi-milliard d'Euros par an ;
 - Le coût de gestion des déchets plus compétitif que chez nos voisins européens avec les mêmes exigences environnementales.
- **Un coût des mesures proposées compensé dès la 1^{ère} année par le coût de chômage évité et les contributions salariales supplémentaires sur les emplois créés.**

Créer l'infrastructure de recyclage en France

Donner de la visibilité aux opérateurs

- Mobiliser immédiatement un nouveau gisement
 - Stabiliser la fiscalité et la réglementation
- **1^{ère} mesure** : Réduire réglementairement de 25% les capacités annuelles de stockage
 - Maintien des taux et modulations de TGAP aux niveaux de 2013 pour toutes les installations de traitement de déchets pendant 10 ans.

Aider l'investissement privé nécessaire

- **2^{ème} mesure** : Aider à la création de l'infrastructure industrielle du recyclage proportionnellement aux emplois pérennes créés (100 000€/emploi créé)

Développer la demande de Matières Premières Secondaires et l'énergie de récupération

- **Positionner les MPS et l'Energie issue de déchets comme :**
 - Des opportunités de compétitivité pour nos entreprises françaises
 - Des opportunités de développement économique des territoires.
- **3^{ème} mesure** : Aider à l'industrialisation autour des unités de traitement de déchets proportionnellement aux KWh thermiques supplémentaires consommés (2cts d'€ par KWh pendant 3 ans)

- Notre proposition s'inscrit dans la poursuite des objectifs fixés par la Loi portant Engagement National pour l'Environnement et l'ambition affichée par la Directive Européenne Cadre Déchets
- L'outil majeur de la mise en œuvre de ces objectifs est la fiscalité (dont la TGAP)
- Notre proposition met en œuvre des moyens différents :
 - Substituer au mécanisme fiscal une diminution réglementaire des capacités de stockage
 - Transformer la fiscalité aujourd'hui négative (taxation des outils de traitement de déchets) en une politique incitative qui récompensera la concrétisation d'actions en faveur du recyclage et de la valorisation des déchets.

Mesure 1 : Réduire règlementairement de 25 % les capacités annuelles de stockage en 3 ans

- Ouverture d'un marché de taille conséquente pour les filières de recyclage
- Application progressive de la mesure :
 - 2014 : - 5 % par rapport aux tonnages reçus en 2012 (760 000T/an).
 - 2015 : - 15 % par rapport aux tonnages reçus en 2012 (2 290 000T/an)
 - 2016 : - 25 % par rapport aux tonnages reçus en 2012 (3 800 000T/an)
- Tonnages concernés : un gisement de 4,5 MT orienté vers le recyclage dès 2016
 - Déchets résiduels des collectivités et des entreprises (hors mâchefers, terres polluées, refus de TMB)
 - La question des petits centres de stockage isolés en zones peu denses (notamment ceux des collectivités locales) devra faire l'objet d'une attention particulière (principe de proximité)
- Assurance du résultat : cette diminution par arrêté d'exploitation sur chaque site garantit sa mise en œuvre.
- Accompagnement fiscal de la mesure
 - Maintenir les taux et les modulations de TGAP aux niveaux de 2013 pour toutes les installations de traitement de déchets pendant 10 ans

- Aider l'investissement dans 60 nouveaux centres de recyclage et de valorisation organique créés pour absorber les 4,5 Mt de déchets détournées du stockage.
- Conditionner cette aide à l'investissement au nombre d'emplois pérennes créés :
 - 100 000 € par emploi durable créé, dans une limite de 20% de l'investissement pour assurer la construction de sites mécanisés.
- Les aides sont versées sous forme d'avance remboursable.
 - La présence de collaborateurs en CDI dans la nouvelle installation sur une période de 1 an transforme l'avance remboursable en subvention acquise.
- Cette aide spécifique, proportionnelle à « l'emploi créé », vient compléter les dispositifs actuels en place et non se substituer à l'existant.
- Accompagnement économique et réglementaire de la mesure
 - Affecter la TGAP déchets à 100% au secteur déchets proportionnellement aux efforts, notamment d'investissements, du secteur public et du secteur privé.
 - Assurer un cadre légal pour préserver la valorisation des tonnages en France

- **Le tri des déchets d'activités économiques donne lieu à une production :**
 - de Matières premières secondaires (MPS),
 - de Combustibles Solides de Récupération (CSR)
 - de refus de tri.
- **Stimuler le déploiement de l'industrie de transformation des MPS en France et leur utilisation dans l'industrie :**
 - Aujourd'hui, 10MT de MPS sont exportées par manque de débouchés ;
 - Une réflexion à mener avec les metteurs sur le marché et les ministères
- **Favoriser les circuits courts et la compétitivité des entreprises françaises**
 - Par une modulation de l'Ecotaxe versée par les producteurs aux Eco-Organismes dans le cadre des REP en fonction du taux de matières recyclées des produits ;
 - Par un intéressement des metteurs sur le marché et des entreprises qui investissent pour consommer nos matières recyclées (par exemple en fonction de l'emploi créé,...) ;
 - Par une TVA réduite sur des produits intégrant certaines Matières Premières Secondaires par exemple.
- **Imposer l'utilisation de matières recyclées dans les cahiers des charges des appels d'offres publics (granulats, mâchefers, papiers recyclés...).**

- Créer les débouchés pour les CSR dans l'industrie cimentière actuellement peu développés en France (capacité potentielle de 1MT)
 - Un atout de compétitivité de l'industrie cimentière française

- A moyen terme, accompagner la mise en œuvre d'unités thermiques de CSR adossées à une demande industrielle :
 - Différencier le classement ICPE des unités thermiques développées en vue d'une substitution à de l'énergie fossile, de celui des unités d'incinération d'ordures ménagères
 - ❖ En conservant un statut de déchets aux CSR et les mêmes exigences environnementales qualitatives en matière de rejets ;
 - Permettre l'accès aux mêmes soutiens que les autres filières de production d'énergie (biomasse).

Mesure 3 : Aider à l'industrialisation autour des unités de traitement de déchets proportionnellement aux KWh thermiques consommés :

▪ Valoriser une énergie locale, verte, compétitive et disponible :

- + 7,6 TWh en 5 ans, soit multiplier par 2 la production thermique valorisée des seules usines d'incinération en France.

▪ Aider le développement d'entreprises consommatrices pour absorber les 7,6TWh produits :

- Conditionner cette aide à l'investissement aux KWh thermiques supplémentaires consommés en substitution d'énergie fossile : 2 cts d'€/KWh pendant une durée de 3 ans (année de référence 2012)
- L'aide est versée aux entreprises sous forme d'avance remboursable au démarrage du projet d'investissement (implantation, développement) : la consommation effective d'énergie thermique transforme chaque année l'avance remboursable en subvention acquise ;
- L'aide doit être cumulable avec la revente de quotas de CO₂ dont la valeur et le manque de visibilité ne sont pas incitatifs pour les entreprises

▪ Accompagnement fiscal et économique de la mesure :

- Autoriser le cumul des aides (nouvelle aide, fonds chaleur et CEE) dès lors qu'elles s'appliquent sur des équipements différents dont les investissements sont portés par des acteurs différents ;

Synthèse des coûts et impacts de la proposition

Base année 2016	Investissements réalisés par les entreprises	Coût pour l'Etat	Objectifs réglementaires	Impact environnemental	Impact économique	Impact social	Economie pour l'Etat (*)
Mesure 1 : Réduire réglementairement de 25% les capacités annuelles de stockage Maintenir les taux et modulations de TGAP au niveau de 2013 pendant 10 ans		Manque à gagner TGAP : 29 à 24M€/an 80 M€ en cumul à fin 2016	- Loi portant engagement national pour l'environnement - Directive Cadre Déchets	4,5MT de déchets orientés vers le recyclage	- Maintien de solutions de traitement compétitives dans un cadre circonscrit - Saturation UIOM	Création d'emplois dans industrie du recyclage : - 12 000 ETP directs et indirects / 3ans - 2 400 emplois pérennes	300 M€ sur une période de 3 ans + 60 M€/an 390 M€ en cumul à fin 2016
Mesure 2 : Aider à la création de l'infrastructure industrielle du recyclage proportionnellement aux emplois pérennes créés (100 000€/emploi)	1,2 Milliards d'€ d'ici 2016	Aide à l'investissement : 240 M€		- Respect des normes environnementales - Qualité des produits triés - Efficacité du tri	- 60 centres de tri à construire - 1,2 Milliards d'€ de travaux		
Bilan économique des 2 premières mesures à fin 2016 : Economie de 70 M€ pour l'état	1,2 Milliards d'€ d'ici 2016	- 320 M€					+ 390 M€
Mesure 3 : Aider à l'industrialisation autour des unités de traitement de déchets : 2ctsd€/KWh thermique pendant 3 ans	1,5 Milliards d'€ sur la base de 30% de l'investissement aidé	Aide à l'industrialisation autour des usines 455 M€	Participe à l'objectif de production d'énergie renouvelable	Substitution d'énergie de récupération à de l'énergie fossile	- Recette énergétique collectivités : 190M€ / an - Compétitivité entreprise : 38M€ / an	8 300 emplois pérennes créés dans entreprises consommatrices d'énergie thermique	205 M€ /an 1020M€ en cumul
Bilan économique cumulé de la mesure 3 à horizon 2020 : économie de 565 M€		- 455 M€					+ 1 020 M€

(*) : Coût de chômage évité et contribution sociales et patronales supplémentaires

- Le coût cumulé pour l'Etat des 3 mesures proposées est largement compensé par les économies réalisées par l'Etat en termes de coût de chômage évité et de contributions supplémentaires au travers des charges patronales et salariales sur les emplois créés.
- Les mesures proposées ont un impact financier positif pour l'Etat dès 2014 et un impact cumulé à horizon 2020 de près de 800 Millions d'€ pour l'état
- Elles donnent lieu :
 - à des recettes énergétiques pour les collectivités locales (190M€/an) ce qui diminue leur coût de gestion des déchets ;
 - À des économies sur leur facture énergétique pour les entreprises (38M€/an) ce qui renforce leur compétitivité.
- Elles ont un impact positif sur la balance commerciale française de près d'un demi-milliard d'€ / an (diminution des importations d'énergie fossile et de matières premières).

- Prises dans leur globalité, les mesures proposées permettent une transformation durable de l'industrie du déchet vers l'industrie du recyclage et de la valorisation ; cela se traduit par :
 - La création de nouveaux centres de recyclage performants et efficaces ;
 - La modernisation des outils existants qui contribuent à la transition énergétique ;
 - L'avancement d'un pas décisif vers les objectifs européens de recyclage et de valorisation des déchets ;
 - La maîtrise du coût de gestion des déchets pour les collectivités locales et les entreprises.
 - L'atteinte globalement d'une meilleure performance environnementale par l'industrie du déchet en France